

Au service de l'État (1892-1991)

Les architectes des bâtiments civils et palais nationaux, des monuments historiques et des bâtiments de France

Appel à communication

Argumentaire

Si la profession d'architecte est libérale, de nombreux architectes – qu'ils soient ou non fonctionnaires – exercent tout ou partie de leur activité au service de l'État, des collectivités territoriales ou d'établissements publics¹. C'est notamment le cas des architectes en charge du patrimoine, entendu non seulement comme héritage du passé, mais aussi comme l'ensemble des bâtiments appartenant à des collectivités publiques.

Dans le courant du XIX^e siècle a d'abord été créé le corps des architectes des bâtiments civils et palais nationaux, puis celui des monuments historiques, tandis que se mettaient en place d'importants services municipaux d'architecture à Paris et en province. L'histoire de leur création et de leur développement au cours d'un long XIX^e siècle a fait l'objet de plusieurs études, mais elle est restée peu explorée pour le siècle suivant au milieu duquel est également institué le corps des architectes des bâtiments de France, lui aussi peu connu. Aussi organisons-nous deux journées d'étude consacrées, pour la première, aux architectes au service de l'État, et pour la seconde, aux architectes au service des communes, étudiés sous trois approches : institutionnelle, prosopographique et biographique.

Le présent appel à communication porte uniquement sur les architectes au service de l'État – architectes des bâtiments civils et palais nationaux, des monuments historiques, et des bâtiments de France –, de la création du corps des architectes des monuments historiques en 1892 à la mise en extinction de celui des architectes des bâtiments civils et palais nationaux en 1991. Un appel à communication distinct concernera les architectes au service des communes au XX^e siècle.

1. Architectes libéraux ou architectes fonctionnaires ? Recrutement, statut et missions

Les architectes des monuments historiques – en charge des édifices protégés en raison de leur intérêt d'art et d'histoire – trouvent leur origine dans la création en 1830 d'un poste d'inspecteur général, suivie en 1837 de celle de la commission des monuments historiques à laquelle est rapidement attaché un petit groupe d'architectes restaurateurs autour de la figure d'Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879). Il faut cependant attendre 1892 pour que le corps des architectes des monuments historiques soit institué, et 1897 pour que la régionalisation du service d'architecture des monuments historiques crée la distinction entre architectes en chef, résidant généralement à Paris, et architectes ordinaires, installés dans les départements. La loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 entraînant la disparition du service des édifices diocésains et la mise en extinction

¹ Catherine BRUANT, Chantal CALLAIS et Guy LAMBERT (dir.), *Les architectes et la fonction publique, XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, PUR, Art & Société, 2022.

de ses architectes², le service d'architecture des monuments historiques fait l'objet d'une réorganisation en 1907 et le nombre de ses architectes en chef est alors limité à 40³.

Ballotés entre plusieurs ministères au cours du XIX^e siècle, les architectes des bâtiments civils et palais nationaux – en charge des édifices appartenant à l'État – passent durablement à l'administration des Beaux-Arts en 1895 où ils sont regroupés en 1907 avec les architectes des monuments historiques au sein d'une division des services d'architecture confiée à Paul Léon (1874-1962). Le service d'architecture des bâtiments civils et palais nationaux fait également l'objet d'une réorganisation, en 1908, date à laquelle ses agences de travaux sont supprimées⁴.

Cette histoire administrative complexe pose la question du statut des architectes des bâtiments civils et palais nationaux, et de celui des architectes des monuments historiques, ainsi que de leur évolution au cours du XX^e siècle : architectes d'exercice libéral rémunérés par honoraires proportionnels et dotés d'un monopole sur certains travaux de l'État, ils ne se considèrent pas comme fonctionnaires et semblent longtemps répugner au fonctionariat. Qu'en est-il sur le plan juridique ? Que visent les différentes réformes et tentatives de réforme entreprises par l'administration centrale, comme la création du corps des architectes des bâtiments de France en 1946⁵ et l'établissement du statut des architectes en chef des monuments historiques en 1980 ? Comment s'articulent et se développent les attributions et les missions de ces différents corps d'architectes au service de l'État ? Comment s'organisent et se composent leurs agences publiques ou privées ?

La formation spéciale et le recrutement des architectes en chef des monuments historiques a fait l'objet de plusieurs publications⁶. En revanche, les voies d'accès au service des bâtiments civils et palais nationaux au XX^e siècle sont mal connues : quel rôle jouent le conseil général des bâtiments civils et le concours de Rome⁷ dans leur sélection ? Comment s'organisent les concours de

² Sur les édifices diocésains, voir : Jean-Michel LENIAUD, *Les cathédrales au XIX^e siècle : étude du service des édifices diocésains*, Paris, Economica, 1993.

³ Sur les monuments historiques, voir notamment : Paul LÉON, *La Vie des monuments français : destruction, restauration*, Paris, Picard, 1951. Françoise BERCÉ, *Les premiers travaux de la commission des monuments historiques (1837-1848) : procès-verbaux et relevés d'architectes*, Paris, Picard, 1979. Arlette AUDUC, *Quand les monuments construisaient la nation : le service des monuments historiques de 1830 à 1940*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2008. Patrice GOURBIN, *Les Monuments historiques de 1940 à 1959 : administration, architecture, urbanisme*, Rennes, PUR, Art & Société, 2008. Xavier LAURENT, *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Dubamel (1959-1973)*, Paris, École des Chartes / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2003. Marie-Anne SIRE, « La structuration de corps professionnels au service des monuments historiques », in Jean-Pierre BADY et al. (dir.), *De 1913 au Code du patrimoine : une loi en évolution sur les monuments historiques*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture / La Documentation française, 2018, p. 62-74.

⁴ Sur les bâtiments civils : Claude de LESTANG, *Notice historique sur le service des travaux des bâtiments civils et sur le conseil général des bâtiments de France depuis la création de ces services en l'an IV (1795) jusqu'en 1945, 4^e partie, 1896-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1948. Emmanuel CHÂTEAU-DUTIER, *Le conseil général des bâtiments civils et l'administration de l'architecture publique en France dans la première moitié du XIX^e siècle*, thèse de doctorat en histoire de l'art sous la direction de Jean-Michel LENIAUD, Paris EPHE, 2016. Maxime DECOMMER, *Les architectes au travail : l'institutionnalisation d'une profession, 1795-1940*, Rennes, PUR, Art & Société, 2017. Patricia MEEHAN, *De la défense des bâtiments civils : le renouveau d'une politique architecturale, 1930-1946*, thèse de doctorat en architecture sous la direction de Jean-Louis COHEN, université Paris VIII – Vincennes Saint-Denis, 2010.

⁵ Sur le corps des architectes des bâtiments de France, voir : Charles BOURÉLY, « Le métier d'architecte des bâtiments de France », *Les Monuments historiques de la France*, 5-1975, p. 1-5.

⁶ Françoise BERCÉ (dir.), *Les concours des monuments historiques de 1893 à 1979*, Paris, CNMHS, 1981. Florence CONTENAY, Benjamin MOUTON et Jean-Marie PÉROUSE DE MONTCLOS, *L'École de Chaillot : une aventure des savoirs et des pratiques (architecture et patrimoine)*, Paris, Éditions des Cendres et Cité de l'architecture et du patrimoine, 2012.

⁷ Voir : Pierre PINON et François-Xavier AMPRIMOZ, *Les envois de Rome (1778-1968) : architecture et archéologie*, École française de Rome, 1988. Jean-Pierre MARTINON, *Traces d'architectes : éducation et carrières d'architectes Grand-Prix de Rome aux XIX^e et XX^e siècles en France*, Paris, Anthropos, 2003.

recrutement des architectes des bâtiments civils et palais nationaux, des architectes (départementaux) des monuments historiques à partir de la réforme de 1935, et des architectes des bâtiments de France à partir de 1946 ? Par quelles écoles passent les futurs architectes de l'État ? Quelle place ont tenue l'École nationale supérieure des beaux-arts, l'École nationale supérieure des arts décoratifs et l'École spéciale d'architecture dans leur formation ?

Outre la hiérarchie entre architectes en chef et architectes ordinaires, une minorité accède aux fonctions d'inspecteur général ou d'adjoint à l'inspection générale, or seul le groupe des inspecteurs généraux des bâtiments civils et palais nationaux a fait l'objet de publications pour la seule période 1930-1960⁸. Comment parvient-on à ces hautes fonctions ? Quel est le rôle de ce groupe particulier et ses liens avec l'administration et les autres membres du corps ? De façon plus générale, quelles autres fonctions administratives ou techniques sont occupées par les architectes au service de l'État ?

2. Bâtiments civils versus monuments historiques ? Concurrences, passerelles et identité de corps

Dans ses mémoires publiés en 1947, le directeur général honoraire des Beaux-Arts Paul Léon affirme que les architectes des bâtiments civils et des monuments historiques « étaient rivaux et hostiles ; les hommes qui les dirigeaient s'opposaient par leur origine, leur éducation et leur but⁹ ». Françoise Bercé a montré que seuls deux Grand Prix de Rome – Jean Hulot (1871-1959) et Patrice Bonnet (1879-1964) – et deux Second Grand Prix – Pierre Lablaude (1911-1973) et Robert Camelot (1903-1992) – réussissent le concours d'architecte en chef des monuments historiques entre 1893 et 1982¹⁰. D'autres architectes cumulent néanmoins les deux casquettes d'architecte des bâtiments civils et des monuments historiques ou « font fonction » dans l'autre corps pour un ou plusieurs édifices. Au-delà des discours, l'opposition héritée du XIX^e siècle entre les architectes des bâtiments civils, tenants de l'architecture classique et de Quatremère de Quincy (1755-1849), et ceux des monuments historiques, adeptes de l'architecture gothique et de Viollet-le-Duc, reste-t-elle valable au XX^e siècle ? Quelles différences, quelles rivalités et concurrences existent entre ces deux corps ? A contrario, quels liens, quelles solidarités et quelles passerelles les unissent ? Quelles conclusions peut-on tirer de l'étude croisée des listes des architectes lauréats du Prix de Rome, des architectes des bâtiments civils et palais nationaux, et des architectes des monuments historiques ?

Il est souvent difficile de tracer une ligne de partage entre les activités de création et de restauration des architectes des bâtiments civils et des monuments historiques, d'autant que certains des édifices sur lesquels ils interviennent relèvent de différents statuts¹¹. De qui dépendent les bâtiments civils et palais nationaux également classés parmi les monuments historiques ? Les architectes des monuments historiques se cantonnent-ils aux seuls travaux de conservation et de restauration tandis que les extensions et créations sont confiées à ceux des bâtiments civils et palais nationaux ? En quoi leurs titres facilitent-ils ou non l'accès à la commande publique et privée ? Les missions au service de l'État des architectes de ces différents corps constituent-elles leur activité

⁸ Tricia MEEHAN, « Les inspecteurs généraux des bâtiments civils et palais nationaux (1930-1960) », in Catherine BRUANT, Chantal CALLAIS et Guy LAMBERT (dir.), *Les architectes et la fonction publique, op. cit.*, p. 83-90.

⁹ Paul LÉON, *Du Palais-Royal au Palais-Bourbon : Souvenirs*, Paris, Albin Michel, 1947, p. 131.

¹⁰ Françoise BERCÉ, « Les Grands Prix au service des Monuments historiques », *Monuments historiques, Grands Prix de Rome d'architecture*, n° 123, 1982, p. 90.

¹¹ François GOVEN, « Création architecturale et restauration monumentale : entre innovation et confusion », *Monumental, Création architecturale et monuments historiques*, 1-2013, p. 12-17.

principale ou une activité secondaire voire accessoire ? Quelle est l'importance et la nature du « cumul d'activité » chez les architectes des bâtiments de France fonctionnaires ?

Les architectes en chef des bâtiments civils se regroupent en 1936 au sein d'une association professionnelle loi de 1901, puis les architectes en chef des monuments historiques en font de même en 1939¹². De leur côté, les architectes des bâtiments de France fondent une association nationale en 1979 et la revue *La Pierre d'angle* en 1984. Si la Compagnie des architectes en chef des monuments historiques existe toujours et si ses membres ont un fort esprit de corps¹³ qu'il conviendrait néanmoins d'interroger, il ne semble pas qu'il en soit de même pour les architectes des bâtiments civils mis en extinction en 1991. Comment ces corps d'architectes défendent-ils leurs titres et leurs intérêts professionnels face à l'administration centrale et face au reste de la profession ?

Si plusieurs ouvrages évoquent la profession d'architecte en chef des monuments historiques et proposent de courtes notices biographiques¹⁴, seuls les architectes ordinaires des monuments historiques ont fait l'objet d'une véritable étude prosopographique qui mériterait d'être conduite pour les autres corps d'architectes au service de l'État¹⁵.

3. *Parcours et carrières individuels*

Les biographies d'architectes des bâtiments civils et palais nationaux, des monuments historiques et des bâtiments de France, sont encore rares pour le XX^e siècle. Les études sur les architectes des bâtiments civils et palais nationaux sont difficilement identifiables dans les bases bibliographiques car l'appartenance à ce corps est rarement mentionnée dans les titres d'ouvrages ou d'articles, contrairement aux architectes des monuments historiques plus facilement repérables. Parmi ces derniers, seules quelques personnalités ont fait l'objet d'une attention poussée sous forme de mémoires ou d'articles, rarement d'ouvrages¹⁶, tandis que d'autres, dont certaines de premier

¹² Voir : Nicolas LEFORT, « La Compagnie des architectes en chef des monuments historiques sous la présidence de Bertrand Monnet (1966-1970) : une association corporatiste face aux réformes et aux enjeux contemporains », à paraître.

¹³ Comme en témoigne le site internet de la Compagnie : <https://www.compagnie-acmh.fr> (consulté le 14 décembre 2025).

¹⁴ Marius CHABAUD, « Architectes attachés à la commission des monuments historiques et architectes en chef des monuments historiques », *Centenaire du service des monuments historiques et de la Société française d'archéologie, tome 1, Congrès archéologique de France, XCVII^e session tenue à Paris en 1934*, Paris, 1936, p. 247-286. Françoise BERCÉ (dir.), *Les concours des monuments historiques de 1893 à 1979, op. cit. Monuments historiques, Profession architecte en chef*, n° 113, 1981. Alain-Charles PERROT, *Les architectes en chef des monuments historiques, 1893-1993, Centenaire du concours des ACMH*, Levallois-Perret, HM Éditions, 1994.

¹⁵ Mathilde THIRIET, *Cadre et pratiques de la sauvegarde des monuments historiques en France : l'affirmation des acteurs locaux et le rôle des architectes ordinaires des monuments historiques en Lorraine (1789-1945)*, thèse de doctorat en histoire de l'architecture sous la direction d'Hélène VACHER et de Gauthier BOLLE, université de Lorraine, 2025.

¹⁶ Voir notamment : Dominique AMOUROUX, Jacques CAILLETEAU et Bruno LETELLIER, *Pierre Prunet : héritage et création*, IMAGO / Les éditions du CAUE du Maine-et-Loire, 2014. Françoise BERCÉ, « Yves-Marie Froidevaux et la restauration des monuments historiques normands », in Maylis BAYLÉ (dir.), *L'architecture normande au Moyen Âge, 1, Regards sur l'art de bâtir : actes du colloque de Cerisy-la-Salle (28 septembre-2 octobre 1994)*, Condé-sur-Noireau, Charles Corlet / Presses universitaires de Caen, 1997, p. 337-346. Nicolas DETRY et Pierre PRUNET, *Architecture et restauration*, Paris, Les Éditions de la Passion, 2000. Patrice GOURBIN, « Paul Leroy (1894-1972), architecte ordinaire des monuments historiques du Calvados », *Bulletin de la Société des antiquaires de Normandie*, tome LXVIII, année 2009, p. 129-146. Théodore GUINIC, « Jean Sonnier (1913-2004) », *Monumental, La charte de Venise*, 2-2021, p. 36-39. Nicolas LEFORT, « Bertrand Monnet, architecte en chef des monuments historiques : 35 années de restauration de la cathédrale de Strasbourg (1947-1982) », *Bulletin de la cathédrale de Strasbourg*, vol. XXXIII, 2018, p. 169-208. Romane MAZZIERI, *Yves-Marie Froidevaux, architecte en chef des monuments historiques : éléments pour une histoire de la restauration des monuments historiques en France dans la deuxième moitié du XX^e siècle*, mémoire de recherche (2^e année de 2^e cycle) en muséologie sous la direction

plan, n'ont pas encore retenu l'attention des historiens de l'architecture et du patrimoine tels que Jean Trouvelot (1897-1985), Jean-Pierre Paquet (1907-1975), Bernard Vitry (1907-1984)... Quelles sont les sources disponibles pour écrire la biographie collective et individuelle de ces architectes¹⁷ ?

Les mieux connus sont les architectes des bâtiments civils et palais nationaux, comme Auguste Perret (1874-1954)¹⁸, Roger-Henri Expert (1882-1955)¹⁹, Michel Roux-Spitz (1888-1957)²⁰, Marcel Lods (1891-1978)²¹, Eugène Beaudouin (1898-1983)²², Charles-Gustave Stoskopf (1907-2004)²³, Pierre Vivien (1909-1999), Guillaume Gillet (1912-1987)²⁴ et bien d'autres encore. Comment leurs parcours éclairent-ils leurs pratiques au service de l'État ? Généralement scrutés sous l'angle de leur contribution personnelle au développement de l'architecture, que révèlent-ils considérés à l'aune des charges institutionnelles dont ils sont investis ? Que permettent-ils de comprendre des types de commandes qu'ils abordent, de la nature de leurs interventions sur les édifices dont ils ont la charge ? Que nous apprennent-ils de leur participation aux grands chantiers de l'État, les deux reconstructions d'après-guerre, la création des grands ensembles, le développement des équipements scolaires et universitaires... Que traduisent-ils de leur réseau de commanditaires et de leur sociabilité au sein d'associations professionnelles ? Que nous apprennent-ils de la gestion de leur agence et de leur personnel ? Que dit enfin ce déséquilibre historiographique entre les architectes des monuments historiques et ceux des bâtiments civils et palais nationaux ?

d'Aline MAGNIEN et d'Isabelle ANATOLE-GABRIEL, Paris, École du Louvre, 2021. Stéphanie PAPERNOT-ROUSSEL, « Patrice Bonnet, architecte en chef du domaine de Versailles, 1925-1940 », *Versalia, Revue de la Société des Amis de Versailles*, n° 21, 2018, p. 127-135. Thomas VÉTILLART, *André Jean Donzet (1913-1988), architecte en chef des monuments historiques : l'individu et la fonction*, mémoire de master en histoire de l'art sous la direction d'Éléonore MARANTZ-JAEN, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2015. L'architecte en chef des monuments historiques Henri Deneux (1874-1969) a fait l'objet d'une récente journée d'étude intitulée « Henri Deneux : un architecte novateur au service de la reconstruction des églises de Reims, au lendemain de la Première Guerre mondiale » (<https://calenda.org/1211301>).

¹⁷ Sur le cas particulier des sources photographiques, voir : Sandrine BULA, « Les fonds photographiques des Archives nationales, une source pour l'histoire de l'architecture », *Livraisons d'histoire de l'architecture, La source photographique dans la pratique de l'historien de l'architecture*, n° 31, 2016, p. 81-90.

¹⁸ Son fonds d'archives est riche en informations sur le service des bâtiments civils et palais nationaux. Cité de l'architecture et du patrimoine, 565 AP 567/3. Bâtiments civils et palais nationaux, 1934-1951.

¹⁹ Pierre MAURER et Raphaëlle SAINT-PIERRE, *Roger-Henri Expert : le dessin et la lumière*, Paris, Éditions du patrimoine / Centre des monuments nationaux, Carnets d'architectes, 2023.

²⁰ Philippe DUFIEUX (dir.), *Michel Roux-Spitz : l'autre moderne*, Paris, Éditions du patrimoine / Centre des monuments nationaux, Carnets d'architectes, 2025.

²¹ Pieter UYTENHOVE, *Marcel Lods : action, architecture, histoire*, Lagrasse, Verdier, 2009.

²² Anne-Sophie CACHAT, *Eugène-Élie Beaudouin (1898-1983) : itinéraire d'un architecte et urbaniste du XX^e siècle*, thèse de doctorat en aménagement sous la direction d'Anne-Marie CHÂTELET, université de Strasbourg, 2022.

²³ Gauthier BOLLE, *Charles-Gustave Stoskopf (1907-2004), architecte : les Trente Glorieuses et la réinvention des traditions*, Rennes, PUR, Art & Société, 2017.

²⁴ Franck DELORME, *Guillaume Gillet*, Paris, Éditions du patrimoine / Centre des monuments nationaux, Carnets d'architectes, 2013. Cité de l'architecture et du patrimoine, 152 IFA 2570/1. Conseil général des bâtiments de France, architecte des bâtiments civils et palais nationaux, 1949-1982.

Modalités de soumission et calendrier

Les propositions de communication devront contenir les éléments suivants :

- Le titre provisoire de la communication
- Un résumé de 500 mots maximum
- Une brève présentation bio-bibliographique (titres universitaires, rattachement institutionnel, principales publications)
- La mention des sources qui seront mobilisées

Elles devront parvenir à l'adresse nicolas.lefort@strasbourg.archi.fr au plus tard le **15 mai 2026**.

Le comité d'organisation donnera sa réponse le **15 juin 2026**.

La journée d'étude se tiendra à l'ENSA Strasbourg les **19 et 20 novembre 2026**.

Une publication des actes est prévue dans les *Livraisons d'histoire de l'architecture* sous réserve de l'accord du comité de lecture : les textes devront être livrés au plus tard le **15 janvier 2027**.

Comité d'organisation

Laurence BASSIÈRES, maîtresse de conférences en histoire et cultures architecturales, ENSA Paris La Villette, AHTTEP

Gauthier BOLLE, professeur d'histoire et cultures architecturales à l'ENSA Strasbourg, UMR 3400 ARCHE

Anne-Marie CHÂTELET, professeure émérite d'histoire et cultures architecturales à l'ENSA Strasbourg, UMR 3400 ARCHE

Nicolas LEFORT, docteur en histoire de l'université de Strasbourg, chercheur associé à l'UMR 3400 ARCHE

Comité scientifique

Arlette AUDUC, conservatrice en chef du patrimoine honoraire

Alexandre COJANNOT, conservateur régional des monuments historiques adjoint à la DRAC Grand Est

François GOVEN, inspecteur général des monuments historiques honoraire, ancien architecte des bâtiments de France

Claudine HOUBART, vice-doyenne à la recherche, faculté d'architecture de l'université de Liège

Jean-Michel LENIAUD, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, directeur honoraire de l'École des chartes, ancien inspecteur des monuments historiques

Christiane SCHMUCKLE-MOLLARD, architecte en chef des monuments historiques honoraire

Nicolas STOSKOPF, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Haute-Alsace, CRESAT

Alice THOMINE-BERRADA, conservatrice en chef du patrimoine, École nationale supérieure des beaux-arts, rédactrice en chef des *Livraisons d'histoire de l'architecture*

